



**FOURNITURE ET POSE DE LA SIGNALÉTIQUE INTÉRIEURE ET
EXTÉRIEURE DES SITES DE CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ**

Marché n°2025CYCPU0F35

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	4
ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article 1.1 : Identification de l’acheteur.....	4
Article 1.2 : Objet du marché	4
Article 1.3 : Adresse des sites	4
Article 1.4 : Allotissement – Décomposition de la consultation.....	5
Article 1.5 : Durée du marché	5
Article 1.6 : Forme du marché	6
Article 1.7 : Options (au sens du droit communautaire).....	6
Article 1.8 : Sous-traitance.....	6
Article 1.9 : Assurances	7
Article 1.10 : Unité monétaire	8
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
Article 2.1 : Pièces particulières	8
Article 2.2 : Pièce générale	8
ARTICLE 3 – MODALITÉS D’EXÉCUTION	8
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
Article 4.1 : Responsabilités et assurances	9
Article 4.2 : Travailleurs étrangers	9
Article 4.3 : Vêtements de travail	9
Article 4.4 : Effectifs et moyens mis en œuvre	10
Article 4.5 : Consignes de sécurité	10
Article 4.6 : Encadrement du personnel	10
Article 4.7 : Dispositions en cas d’arrêt de travail.....	10
ARTICLE 5 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	10
ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT DES FACTURES.....	11
Article 6.1 : Mode de règlement du marché et modalités de financement.....	11
Article 6.2 : Contenu des prix.....	11
Article 6.3 : Décomptes.....	12
Article 6.4 : Délai global de paiement et intérêts moratoires	13
Article 6.5 : Retenue de garantie	13

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Article 6.6 : Avance	13
Article 6.7 : Révision des prix	14
ARTICLE 7 – PÉNALITÉS	16
ARTICLE 8 – RÉILIATION	17
Article 8.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché public.....	17
Article 8.2 : Résiliation pour événements liés au marché public.....	17
Article 8.3 : Résiliation pour mauvaise exécution	17
Article 8.4 : Résiliation pour motif d'intérêt général.....	17
ARTICLE 9 – LITIGES ET JURIDICATION COMPÉTENTE.....	18
ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	18

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

PRÉAMBULE

Le présent marché est encadré par le code de la commande publique – désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;*
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).*

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 : Identification de l'acheteur

Acheteur : CY Cergy Paris Université - 33, boulevard du port - 95000 Cergy-Pontoise

Représenté par son Président, Monsieur Laurent Gatineau

Comptable assignataire : L'agent comptable de l'Université

Article 1.2 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et pose du mobilier et des supports pour la signalétique extérieure et intérieure des sites de CY Cergy Paris Université. Il inclut également la dépose des panneaux existants devant être remplacés ainsi que leur évacuation.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par CY Cergy Paris Université représentée par la direction du patrimoine immobilier (DPI) en lien avec la direction de la communication et le Cabinet de la Présidence.

Les modalités techniques et d'exécution du présent marché sont définies au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Exclusion : la fabrication de supports divers hors papier et objets publicitaires sur des supports type bâche, adhésifs, panneau déroulant, flamme, kakemono, nappe... n'est pas comprise dans le présent marché. Ces prestations font l'objet d'un autre marché public.

Article 1.3 : Adresse des sites

L'ensemble des sites de CY Cergy Paris Université concernés par le présent marché sont les suivants :

- Site de Saint – Martin : 2, avenue Adolphe-Chauvin, Pontoise - 95302 Cergy-Pontoise cedex (2 bâtiments - Saint-Martin 1, Saint-Martin 2)

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

- Site de Neuville-sur-Oise : 5, Mail Gay Lussac – 95031 Cergy-Pontoise cedex (3 bâtiments – Bâtiment principal, MIR, Neuvitec)
- Site d'Argenteuil : 95-97, rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil (2 bâtiments- Argenteuil 1 et Argenteuil 2)
- Centre de formation de Saint Germain en Laye : 5, rue Pasteur – 78100 Saint-Germain-en -Laye (11 bâtiments – bâtiment A, B, C, D, E, F, S, ENI, Accueil, Gymnase, iXcampus)
- Site d'Antony-Jouhaux : 26 rue Léon Jouhaux – 92160 Antony (2 bâtiments – Bâtiment principal, logements)
- Site François Mitterrand / site du Parc : Avenue du Parc, 95 011 Cergy-Pontoise (3 bâtiments – Concordet, Turing, Cauchy)
- Site Fermat : 32, boulevard du Port, 95011 Cergy-Pontoise (1 bâtiment)
- Site de Pau : 2 Bd Lucien Favre, 64000 Pau (1 bâtiment)

Le patrimoine immobilier de CY est susceptible d'évoluer durant l'exécution du marché. Par voie de conséquence, le périmètre géographique du présent marché peut évoluer.

Tout ajout ou suppression d'un ou plusieurs sites fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant ou d'un acte de même nature.

Article 1.4 : Allotissement – Décomposition de la consultation

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 1.5 : Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il est tacitement reconductible trois (3) fois, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, sera notifiée par voie dématérialisée via la plateforme « PLACE » ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un (1) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Article 1.6 : Forme du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le présent contrat est un marché public de fournitures au sens de l'article L.1111-3 du Code. Il comprend, à titre accessoire, des travaux de pose et d'installation.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel de 250 000 euros H.T, soit un montant total maximum de 1 000 000 euros HT pour toute la durée du marché.

Article 1.7 : Options (au sens du droit communautaire)

Le présent marché ne comprend pas de tranches.

Il pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.5 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Si nécessaire, l'Université se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-4 pour les livraisons complémentaires de fournitures.

Article 1.8 : Sous-traitance

Conformément aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, la sous-traitance n'est pas autorisée dans le cadre de ce marché de fournitures, à l'exception des prestations de service (pose, dépose et évacuation).

Le cas échéant, le titulaire sous-traite sous sa responsabilité l'exécution de certaines parties du marché, à la condition préalable expresse d'avoir obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le représentant du pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

L'acte spécial de sous-traitance doit être renouvelé à chaque reconduction du marché.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

➤ Déclaration lors du dépôt de l'offre

Ainsi, l'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant les éléments suivants :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics.

Si le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'Université met en œuvre les dispositions des articles L.2193-8 et suivant du Code.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

➤ Déclaration en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article R.2193-3 du Code, la présentation d'un sous-traitant peut également être effectuée en cours d'exécution du marché.

Dès lors, le titulaire remet contre récépissé à l'Université ou lui adresse par lettre recommandée, avec avis d'accusé réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Dans cette hypothèse, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>).

Article 1.9 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le titulaire s'expose à la résiliation du marché conformément à l'article 41.1 du CCAG FCS.

Article 1.10 : Unité monétaire

L'acheteur choisit l'euro comme monnaie de compte.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :

Article 2.1 : Pièces particulières

- L'acte d'attribution valant engagement (AE), accompagné de son annexe financière (bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) accompagné de son annexe ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- L'offre technique du titulaire.

Article 2.2 : Pièce générale

- Le cahier des clauses administratives générales issu de l'arrêté du 30 mars 2021 applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (JORF n°0078 du 1 avril 2021). Ce document, d'ordre général, n'est pas joint matériellement au marché mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître et l'accepter.

Toute clause portée dans les conditions générales des contrats ou toute documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

Le présent marché est exécuté par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'université.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins sans qu'un nombre minimal ne puisse être imposé à l'université.

La notification des bons de commande s'effectue par courriel.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Ces bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Ils mentionnent :

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du présent marché public ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité ;
- La date de début d'exécution ;
- Le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC).

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché. L'Université ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Article 4.1 : Responsabilités et assurances

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution de l'accord-cadre.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution peut causer :

- à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Article 4.2 : Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités.

Article 4.3 : Vêtements de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection et de chaussures de sécurité. Les vêtements portés par tous les agents en activité devront faire apparaître en permanence le sigle de leur entreprise. De même, le personnel d'encadrement devra être en mesure de justifier de son appartenance à l'entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte professionnelle de son entreprise.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Article 4.4 : Effectifs et moyens mis en œuvre

Le titulaire est tenu, d'une part, de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents qualifiés sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, d'autre part, de s'être organisé avec l'Université ou son représentant pour accéder aux immeubles si cela est nécessaire.

Il est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisant de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main-d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des passants dans les parties communes.

Article 4.5 : Consignes de sécurité

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Il doit informer sans retard le représentant de l'Université de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Si tout autre événement mettant en cause la sécurité des usagers vient à se produire (exemple incendie, dégâts des eaux, accidents...), les préposés de l'Université ou les services de secours seront autorisés à suspendre de leur propre initiative les prestations.

Article 4.6 : Encadrement du personnel

Le titulaire devra obligatoirement affecter en permanence au marché, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du marché.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces et il devra se rendre aux convocations de l'Université en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Article 4.7 : Dispositions en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, notamment en raison de maladies, grèves...le titulaire sera tenu d'assurer les prestations commandées par l'Université.

ARTICLE 5 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG – FCS.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG – FCS. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG – FCS.

Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de quinze (15) jours, la décision d'admission est réputée acquise.

L'Université, qui pourra être accompagné d'un AMO, prononce l'admission des prestations si celles-ci correspondent aux stipulations du marché. Elle peut également prendre une décision d'ajournement dans l'hypothèse où elle juge que les prestations peuvent être améliorées moyennant certains compléments ou mises au point.

L'Université peut enfin décider de rejeter ces prestations. La décision de rejet doit être motivée. Lorsqu'une prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur peut l'admettre avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées dans les conditions prévues à l'article 30.3 du CCAG – FCS.

ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT DES FACTURES

Article 6.1 : Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Université et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par CY de la facture établie par le titulaire.

Article 6.2 : Contenu des prix

Le marché est traité à prix unitaires, dans les conditions fixées dans l'annexe financière.

Les prix sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécutions (normes, règles de sécurités, fournitures, montage sur site, taxes, etc.) qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

L'achat de fournitures dont les dimensions ne sont pas prévues dans le bordereau des prix unitaires pourra faire l'objet de demandes de proposition de prix (devis) au titulaire.

Article 6.3 : Décomptes

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont rédigées en français et exprimée en euros.

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les fournitures livrées et leur quantité ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La durée de garantie (cas échéant) ;
- La date de facturation.

Facturation électronique :

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1- Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>
et <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter ».

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (**CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015**), n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important :

Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

Article 6.4 : Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception à l'Université de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40€.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de CY Cergy Paris Université.

Article 6.5 : Retenue de garantie

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

Article 6.6 : Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B s'applique.

Une avance de 5 % TTC peut être accordée au titulaire sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article 6.7 : Révision des prix

La révision des prix s'opère à la baisse comme à la hausse.

6.7.1. Formule de révision des prix

Les prix du présent marché public seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du bordereau des prix unitaires seront révisés à chaque date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,15 + 0,50 (\text{Indice } M / \text{Indice } M_o) + 0,35 (\text{Indice } S / \text{Indice } S_o))$$

Avec :

P : Nouveau prix révisé

P_o : Prix initial en euros hors taxes au moment de la date limite de remise des offres pour la première révision puis, pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente;

Indice M : Valeur de l'indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.11 – Structures métalliques et parties de structures publié sur le site de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> sous le numéro d'identifiant 010764201 - connue et publiée au moment de la révision des prix.

Indice M_o : Valeur de l'indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 25.11 – Structures métalliques et parties de structures publié sur le site de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> sous le numéro d'identifiant 010764201 connue et publiée au moment de la date limite de remise des offres puis lors de la date de la précédente révision.

Indice S : Valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Industries mécaniques et électriques (IME) publié sur le site de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> sous le numéro d'identifiant 001565183 - connue et publiée au moment de la révision des prix.

Indice S_o : Valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Industries mécaniques et électriques (IME) publié sur le site de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr> sous le numéro d'identifiant 001565183 - connue et publiée au moment de la date limite de remise des offres puis lors de la date de la précédente révision.

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000^e supérieur.

Dans le cas où les indices prévus cesseraient d'être publiés, de nouveaux indices seraient choisis d'un commun accord et feront l'objet d'un avenant.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Les modalités de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à date d'anniversaire de l'accord-cadre.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative de l'Université.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique à l'adresse marche@ml.u-cergy.fr avec accusé de réception le nouveau BPU avec un préavis de 1 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Ces nouveaux prix font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 1 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

6.7.2. Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle

Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application de la formule de révision de prix ci-dessus a pour effet d'augmenter les prix d'au moins 3 % par an, l'Université a la possibilité de résilier le marché sans verser d'indemnité à l'entreprise titulaire du marché.

Dans cette hypothèse, la décision de résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, les prix anciens continuent d'être pratiqués. Toutefois, l'Université ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commande supérieur à celui observé sur une période précédente comparable.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

ARTICLE 7 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas d'application des pénalités, celles-ci sont cumulables et non plafonnées. Elles sont dues dès le 1er euro et commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

1. Pénalités pour retard

En cas de non-respect du calendrier d'installation et de pose défini par le titulaire en accord avec CY Cergy Paris Université, le titulaire peut se voir appliquer des pénalités d'un montant correspondant à 5% du montant du bon de commande.

Lors de retard d'exécution, l'ensemble des frais indirects sont imputables au titulaire sur justificatifs des dépenses.

Passé un délai de 15 jours ouvrés de retard du fait du titulaire, CY Cergy Paris Université se donne la possibilité de faire appel à un autre prestataire ou peut résilier le présent marché de plein droit aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 8.3 du présent CCAP.

2. Pénalités pour réalisation de prestations de mauvaise qualité

En cas de réalisation de prestations de mauvaise qualité, rejetée dans les conditions définies à l'article 30.5 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à les refaire à ses frais dans un délai de 30 jours, sous peine de se voir appliquer une pénalité de retard d'un montant de 5% du montant du bon de commande.

3. Pénalités pour absence aux réunions programmées

L'absence du représentant du titulaire aux réunions programmées implique une pénalité forfaitaire de 200 euros par constat de manquement.

4. Pénalités pour manquement au respect des consignes de sécurité

En cas de manquement au respect des consignes de sécurité (absence d'EPI, etc...), de la part du titulaire, constaté par un représentant de l'Université, une pénalité de 500 € sera appliquée par infraction commise.

5. Pénalités pour non levée des réserves dans le délai acté

Une pénalité de 500 € sera appliquée au titulaire pour non levée des réserves dans le délai acté.

6. Pénalités pour manquement à ses obligations contractuelles

Une pénalité de 500 € sera appliquée au titulaire pour chaque autre manquement à ses obligations contractuelles constaté.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

ARTICLE 8 – RÉSILIATION

Article 8.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché public

Ce marché public peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

Article 8.2 : Résiliation pour événements liés au marché public

Ce marché public peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS).

La résiliation du marché public consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

Article 8.3 : Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent marché public, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCAP/CCTP ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable. En cas de mauvaises exécutions successives pour le même motif, l'acheteur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché public, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

L'acheteur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 8.4 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 9 – LITIGES ET JURIDICATION COMPÉTENTE

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 Cergy-Pontoise

Tel : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

ARTICLE 10 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est fait dérogations aux articles suivants :

L'article 1.9 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 8.4 du présent CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.